BULLETIN

de la Ligue des Communistes Internationalistes

ADMINISTRATION :
V. MARTENS
Rue de l'Indépendance, 114, Molenbeek
Compte ch. postaux : 2766,40 Bruxelles

LE NUMERO : 50 CENTIMES
Abonnement annuel : 6 francs
PARAIT UNE FOIS PAR MOIS

REDACTION :
A. HENNAUT
468, Chaussée de Waterloo, 468
IXELLES-BRUXELLES

Décembre 1935
11
Quatrième année

SOMMAIRE : Après le Congrès d'unanimité socialiste. — Les grèves dans le pays. — A propos de l'indépendance de l'Abyssinie : Réponse à « Spartacus ». — Encore la Ligue Socialiste Anti-Guerre. — La Russie traque les ouvriers révolutionnaires : Le cas de Calligaris et de Petrini.

Après le Congrès d'unanimité Socialiste

Les apologistes au P.O.B. ont tiré vanité du dernier congrès socialiste. Ils n'ont pas manqué d'épingler la « belle unanimité » qui s'y est manifesté et le bel esprit de « fraternité » et de « mutuelle estime » qui n'a cessé de régner tout au long des débats. Il ne s'y est point levé un Degrelle, comme dans le vieux parti catholique, pour exiger, au nom de la « propreté », le déboulonnement des vieilles barbes qui dirigent le parti. Et les chroniqueurs socialistes de conclure que le P.O. B. est le seul parti qui ne connaisse de crise. Un autre événement dont les socialistes ne manquent pas moins de tirer gloire, les avait déjà d'ailleurs amenés une première fois à tirer une pareille conclusion : le P. O. B. est, en effet, le seul parti qui apporte au gouvernement l'appui de l'ensemble de ses mandataires.

Il est un fait que le Congrès socialiste a été « digne ». Il a connu cette « dignité » qui doivent lui envier tous les partis de l'ordre et de conservation « sociale » et dont l'idéal est de projeter sur l'opinion publique, par une unanimité — futelle de surface — au sein du parti la suggestion d'une unanimité et d'une harmonie correspondante des forces antagonistes de la société. Faire en sorte que l'ouvrier « démocrate » s'accorde avec le hoberaux réactionnaire dans le sacrifice « commun » autour du « bien public », de l'« intérêt général » ou... de la « restauration nationale », alors que dans la réalité, les riches continuent à gruger les miséreux, tel doit bien être, en effet, l'idéal de tout parti gouvernemental. Si c'est le but que les dirigeants du P. O. B. se sont efforcés d'atteindre, on ne peut leur dénier un réel succèès. Aussi comprend-on le cri d'admiration auquel se mêlait la nostalgie des temps révolus, que laissait échapper dans le « Soir » du 20 novembre, le vieux chef libéral Masson : « Heureux le parti dont le chef peut, sans se faire siffler, opposer avec autant d'esprit les entraves de la vie ministérielle aux aspirations les plus chères de ceux qui l'écoutent et susciter des acclamations autour de déclarations que d'autres n'auraient pu proférer sans s'exposer à des huées. » Oui, on comprend que les bourgeois éclairés éprouvent le besoin de suggérer en quelque sorte que l'esprit de réalisme dont le P.O.B. fit montre fasse aussi partie du patrimoine politique et moral de la bourgeoisie. Et nous sommes tentés de parachever la phrase du journaliste libéral en disant : « Heureuse la bourgeoisie qui peut encore disposer de partis « ouvriers » où les aspirations des masses peuvent être étouffées, leurs revendications élémentaires enterrées par d'authentiques représentants ouvriers et cela au moment même où ces partis annoncent une nouvelle croisade contre le capitalisme ».

Car, en réalité, c'est cela qui s'est produit. La pièce maîtresse de cette rocambolesque opération a été certainement le discours que prononça Vandervelde pour apporter son « adhésion » au programme élaboré par la Commission Syndicale et qui comporte la scolarité jusqu'à 16 ans, les quarante heures et la pension à soixante ans. Si la politique consiste dans le pouvoir de dissimuler un refus précis sous une adhésion conditionnée et pleine de réserves, alors il faut proclamer que Vandervelde est le plus grand homme politique de tous les temps.

Mais on aurait tort d'en vouloir à Vandervelde seul. Il est, certes, le maître qui manie la dissimulation avec le plus de maëtria, mais tout le parti et le système politique dont il s'inspire se nourissent aux mêmes sources. N'y a-t-il pas quelque ironie à revendiquer la scolarité jusqu'à seize ans, au moment où les journaux socialistes sont pleins de doléances sur les restrictions et économies de l'Etat à l'Instruction publique; de semaine de quarante heures avec le maintien du niveau de vie des masses, alors que le rapporteur au Congrès doit déclarer que la dévaluation, tout comme la déflation,

menace de devenir une dévaluation à « sens unique », se réalisant donc dans la mesure où se stabilise et s'accentue l'abaissement du standard de vie des travailleurs, et, enfin, de pension à soixante ans alors que les gouvernements successifs ont réduit le sort des vieillards à une misère sans nom. Et la Commission Syndicale qui a élaboré ce programme continue son soutien au gouvernement qui entend rester fidèle en tout point au programme que se sont tracés ses devanciers.

Nous savons que cette dernière affirmation ne manquera de nous attirer la réprobation des socialistes qui crieront à la calomnie. Nous répondrons : Pas si vite ! Du temps où les Theunis et consorts étaient au gouvernail, les gouvernements étaient rendus responsables de la misère grandissante qui frappait les masses. En vrais démagogues qu'ils sont, les socialistes faisaient retomber sur les partis dit de « droite » la faute du malheur qui frappait les ouvriers. On n'avait pas assez d'invectives pour dénoncer la «déflation à sens unique » et pour cingler leurs protagonistes. La déflation a fait place à la dévaluation. Le « gouvernement des banquiers » s'est effacé devant un cabinet de « rénovation nationale ». L'« ennemi » des travailleurs a été remplacé par un « honnête homme », « loyal » flanqué de ministres socialiste. Mais la misère des ouvriers n'a fait que grandir. La puissance d'achat des salaires n'a fait que diminuer. Alors que de l'aveu des journaux socialistes, le coût de la vie a augmenté depuis le début de l'année de 20 à 30 p.c., la plus forte augmentation de salaires accordée atteint rarement 10 p.c., plus souvent elle est de 5 ou de 2 1/2 p.c. Dans de nombreuses professions il n'y a pas encore eu d'augmentation du tout. Une partie des chômeurs ont été remis au travail, mais à des salaires qui ne dépassent pas beaucoup le taux des allocations de chômage. Un rapport officiel sur la résorption du chômage que tous les journaux ont reproduit, disait qu'une partie de la régression du nombre de journées de chômage recensée était due à une réduction (près de trente mille sur quelques neuf cent mille assurés) du nombre les assurés, réductions provoquées par des mesures de restrictions héritées des gouvernements précédents — et qui n'ont pas été rapportées — enlevant a de très nombreux ouvriers toute raison de se faire assurer contre le chômage. Si un autre gouvernement eut présidé, au seuil de cet hiver 1936, à l'aggravation de la détresse ouvrière que nous subissons, il aurait été voué aux gémonies par toute la presse socialiste. Mais maintenant qu'il se trouve des socialistes au gouvernement, le Congrès du P. O. B. déclare que la « rénovation économique du pays est vouée à l'échec sans la participation des socialistes » et il « constate que cette rénovation a déjà atteint d'importants objectifs » et que, d'autre part, quoique « n'étant pas encore achevée », elle permet « les plus sérieuses espérances ».

Mais comment faire pour que ces « sérieuses espérances » deviennent réalités palpables Le Congrès a dans ce domaine également montré la voie à suivre. Les délégués anversois et le secrétaire de la Commission Synndicale avaient formulé un amendement exigeant la réalisation « *sans délai* » de la promesse contenue dans la déclaration gouvernementale sur l'adaptation des salaires au coût de la vie. Cet amendement se heurta à l'opposition formelle des ministres socialistes et fut en dernier lieu retiré par ses auteurs. Par la suite, nous avons dû apprendre que le gouvernement était en train de remanger la parole donnée de procéder au retrait de la dernière diminution de cinq pour cent, appliquée au salaire des agents de l'Etat, dès l'instant où la hausse de l'index justifierait, selon les promesses faites antérieurement, le retrait de cette diminution. Il n'y a pas de preuve plus nette que ce gouvernement continue l'œuvre de ses devanciers, notamment celle qui consiste à abaisser encore davantage les conditions de vie des masses ouvrières.

Mais nous n'en concluerons pas qu'il faille pour cela changer de gouvernement. Les socialistes, sous les gouvernements précédents ont promis des miracles d'un changement de gouvernement. Qu'est-il advenu de ces promesses ? Rien ! Les attaques socialistes contre les gouvernements précédents partaient du point de vue faux qu'il suffisait de changer de personnel gouvernemental pour bouleverser la situation. Il y avait bien les « réformes de structures » exigées par les socialistes, mais ces réformes devaient aboutir surtout à un changement de personnes et rien de plus. C'est pour cela que les socialistes attribuaient une place prépondérante dans toutes ces « réformes » au personnel gouvernemental. Le pouvoir politique était l'unique but visé par les socialistes. Peu leur importait de savoir dans l'intérêt de quelle classe ils exerceraient le pouvoir politique. Aussi ne demandèrent-ils rien d'autre aux ouvriers que de les hisser au pouvoir. La « révolution » pour eux — la « révolution du plan » — ce n'était que les portefeuilles ministériels et non pas le *changement des rapports entre les classes, le bouleversement du mode de production*. Or, a l'ancien et au *présent* rapport entre les classes, au mode actuel de production, les socialistes entendent ne pas toucher. Ils l'ont encore marqué de la façon la plus nette dans le «projet de déclaration » soumis par le Conseil Général au Congrès des 16 et 17 novembre. Il y est dit notamment :

« Les réformes visées aux points I et II (du projet et qui impliquaient notamment la scolarité jusqu'à 16 ans, les quarante heures, la pension à 60 ans et l'augmentation de la puissance d'achat des salaires) doivent pouvoir être réalisées sans compromettre les finances publiques, la *rentabilité normale des entreprises,* ni les exigences d'une production à bon marché ».

Par la rentabilité normale des entreprises, en régime actuel, on entend la rentabilité normale du capital

Ce qui fait que les socialistes se déclaraient prêts à introduire les quarante heures, à mettre tout le monde au travail entre 16 et 60 ans, à augmenter non pas le salaire nominal, mais sa puissance d'achat, bref, à réaliser ce qu'ils appellent « plus de justice distributive ». Ils s'engageaient à réaliser tout cela sans porter atteinte à la part du capital. Et des capitalistes s'entend. A ce propos aussi la déclaration ne laissaient place à aucune équivoque, elle dit :

« Dans la mesure où il disposera d'une force politique suffisante et d'un appui réel de l'*opinion publique,* le Parti s'emploiera *pour sauver le pays,* à réformer la *structure économique.* ».

Il était clair que le Parti, ne voulant changer en rien les

rapports entre capitalistes et ouvriers qui existent maintenant, attende pour réaliser ces réformes jusqu'à ce qu'il obtienne l'assentiment de ceux qui tiennent le haut du pavé : les capitalistes. C'est ce que signifie le passage cité plus haut.

Ce n'est qu'à la lumière de ces directives qu'on peut juger l'œuvre du gouvernement de « rénovation nationale » et du P. O. B. Il ne convient pas de parler de faillite du gouvernement. Il s'est tracé pour but de donner quelque répit à la bourgeoisie et quoique le mécontentement ouvrier gronde un peu partout et que des grèves éclatent, on ne peut pas dire que, dans ce domaine, son œuvre ait été entièrement stérile. Nous ne condamnerons pas le gouvernement parce qu'il n'a pas encore résorbé tout le chômage ou réadapté les salaires. Même si dans ce domaine il avait obtenu un succès complet qu'aurait-il fait d'autre que de rétablir ce qui existait avant. Les salaires auraient été stabilisés au taux de détresse de ces dernières années. Les chômeurs auraient été remis au travail mais à des salaires qui restent inférieurs aux allocations de chômage qu'on allouait il y a quinze ans. Quelle valeur socialiste aurait l'œuvre d'un tel gouvernement ? Quelle étape constituerait-elle dans la voie qui conduit à l'émancipation des travailleurs ?

La réponse ne peut être que négative. Aussi ce n'est pas vers le Congrès du P.O.B. que les travailleurs de ce pays doivent tourner leurs regards. Ce n'est pas de là que jaillira une solution. Bien plus importantes sont les grèves qui éclatent et qui se préparent et où les travailleurs prendront directement le taureau par les cornes : le capital. C'est là que se jouera la partie décisive. Nous ne savons si les travailleurs, paralysés par la bureaucratie syndicale, qui gène leurs mouvements sauront pousser la bataille à fond et si ces conflits prendront une ampleur suffisante pour qu'au delà de la question des salaires, la question du régime social soit posé. Mais, en tous cas, les batailles des salaires qui vont s'engager feront un excellent travail de taupe, minant et corrodant le régime d'exploitation des travailleurs que le gouvernement de « rénovation nationale » s'efforce de sauver avec l'appui des socialistes.

Les Grèves dans le Pays

La hausse rapide du coût de la vie qui a suivi la dévaluation a déjà fait surgir de nombreuses grèves et nous pouvons dire que le gouvernement n'est pas encore au bout de ses peines. Au début de novembre, ce sont les mineurs de Liége qui sont entrés dans la danse.

LES MINEURS DE LIEGE

A propos de ce mouvement, des camarades d'Ougrée-Seraing nous communiquent les renseignements suivants, dont certains sont déjà connus, mais qu'il n'est pas superflu de rappeler pour bien marquer le caractère de ces gestes de révolte :

> « La plus grande confusion a régné parmi les grévistes en raison du manque de liaison entre les ouvriers des puits en grève. Le mouvement a affecté 20 mines environ. A Seraing, seule la rive gauche a marché. C'est donc là où les syndicats sont connus comme étant les plus fidèles à la politique réformiste que le mouvement a eu quelqu'ampleur. Les régions où l'influence communiste a quelqu'importance sont restées au travail. La situation à Seraing même, bien que connue comme un bastion du communisme, est, à ce propos, caractéristique.
>
> » Le plateau de Herve est aussi resté calme, à une ou deux exceptions près.
>
> » Le mouvement de grève a été tout à fait spontané. Aucun mot d'ordre n'est venu des syndicats. Qui a pu déclencher le mouvement ? Les grévistes réclamaient, en règle générale, 10 p.c. d'augmentation des salaires. Les communistes sont intervenus par après, mais nullement pour appuyer cette revendication. Une circulaire signée Jules Blavier, secrétaire de la Centrale révolutionnaire des Mineurs, réclamait, pour le 4 novembre, l'application des 5 p.c. d'augmentation réclamés par les dirigeants de la Centrale des Mineurs dans le « Peuple » et la « Wallonie ». Une autre circulaire, signée Lambot, émanant de la Centrale Révolutionnaire des Mineurs de Charleroi, formulait, au point de vue des salaires, les revendications suivantes : intégration d[illegible].5 p.c. de mai dans le salaire de base, augmentation de 2.5 p.c. à l'index 690. Comme on le voit, ces revendications sont restées en deçà des desiderata formulés par les ouvriers dans les mines. Les communistes ne réclamaient pas non plus des ouvriers une **action directe.** Ils agitaient simplement pour l' « Unité syndicale ».
>
> » La grève s'est déroulée dans un calme relatif, contrastant avec la fiévreuse atmosphère des grèves de Charleroi en mai de cette année. Cependant, il y avait un mécontentement assez prononcé contre les syndicats. De-ci, de-là, des ouvriers parlent même de la nécessité de créer de nouveaux syndicats.
>
> » Les communistes sont pris entièrement par leurs préoccupations électorales qui se concrétisent en ce moment dans le Front Populaire. Vous devez savoir que ce Front Populaire trouve son plus sérieux appui dans l'association réalisée à Seraing par Lahaut et Merlot. Les ouvriers regardent cet accouplement d'un œil plutôt méfiant ».

On constate donc que le mouvement de révolte des travailleurs contre les salaires de famine a pris, à Liége, un caractère assez différent du mouvement de Charleroi. Il n'a pas acquis la violence de ce dernier et n'a pas produit la même hostilité à l'égard des syndicats. Mais ils procèdent, tous deux, des mêmes mobiles et se développent sur un fond sensiblement identique. Livrés à eux-mêmes par des syndicats complètement inféodés à la politique du gouvernement, les ouvriers n'ont d'autres ressources que de prendre leur sort en mains. Ils formulent des revendications qui dépassent les revendications syndicales. Dans la mesure où ils parviennent à les réaliser, ce n'est pas grâce à l'action des syndicats, mais en dépit d'elle. La Commission paritaire des Mines a eu, tout comme lors du mouvement de Charleroi, la main forcée par les grévistes. La Centrale des Mineurs a freiné l'action des grévistes et servait d'instrument au gouvernement pour maintenir le contact entre ce dernier et les grévistes.

Enfin, de plus en plus ouvertement se confirme la fonction de soutien du gouvernement du Parti Communiste et des organisations syndicales qu'il influence. Eux d'ordinaire si enclins à reprendre, par simple démagogie, les revendications les plus extrémistes et à pratiquer la politique de surenchère, n'osent même plus épauler directement les revendications des grévistes. C'est à peine s'ils se montrent aussi « audacieux » que les syndicats réformistes. C'est là un des résultats directs de la politique du Front Populaire. Pour obtenir du P. O. B. d'être traité sur un pied d'égalité, le Parti Communiste n'ose plus prendre, même plus en parole, la défense intégrale des travailleurs. Ainsi se réalise, contre les ouvriers, un front qui va de l'aile soi-disant avancée du parti catholique et des industriels jusqu'au Parti Communiste et les syndicats « révolutionnaires ».

LES BRIQUETIERS DU RUPPEL

Ici aussi, près de 3,000 ouvriers luttent contre l'aggravation ininterrompue de leurs conditions d'existence. Mais, ici, les syndicats socialistes, qui ne sont d'ailleurs que minorité, « soutiennent » le mouvement. Mais comment? Avant que la grève éclate, les dirigeants socialistes se sont déjà montrés disposés à **trahir** les intérêts de leurs mandants. La bureaucratie syndicale affirmera certainement que ce n'est là qu'une méchante calomnie que d'affirmer pareille chose et s'il se trouvait un syndiqué pour soutenir ouvertement notre point de vue, aucun doute qu'il se verrait rapidement exclu du syndicat comme « adversaire du syndicalisme » et « soutien de la réaction ». Cependant, ce sont les journaux socialistes eux-mêmes qui ont annoncé les peu encourageantes dispositions des chefs syndicaux. Les organisations syndicales exigeaient une augmentation générale des salaires de 7 1/2 p.c. Les grévistes, consultés, se sont déclarés prêts à recourir à la grève pour arracher cette revendications. Ils donnèrent aux délégués syndicaux un mandat formel de le défendre. Mais, en présence des patrons, les délégués se déclarèrent prêts à user de leur influence pour faire accepter non pas les 7 1/2 p.c., mais 5 p.c. d'augmentation, à condition que les patrons marquent leur accord. Ce n'est que le refus des patrons d'accorder les 5 p.c. qui a évité aux délégués syndicaux de devoir prendre ouvertement position contre les revendications formulées par les grévistes.

A propos de l'Indépendance de l'Abyssinie

RÉPONSE A "SPARTACUS"

La Ligue «trotskyste» de Belgique vient de définir sa position à l'égard du conflit italo-éthiopien (1). Sa conclusion peut se résumer comme suit : le prolétariat mondial doit boycotter l'Italie fasciste et défendre l'indépendance de l'Abyssinie féodale.

A notre avis l'analyse qui aboutit à une telle position unilatérale procède aussi bien d'une méconnaissance des expériences coloniales d'après-guerre que d'une incompréhension des conditions historiques qui règlent la vie du capitalisme en décomposition, aussi bien que l'évolution de la société toute entière.

Les camarades de « Spartacus » défendent une conception abstraite lorsqu'ils parlent de la pseudo-indépendance abyssine comme de quelque chose qui, par rapport au prolétariat à une existence réelle, a une signification *en soi*, au lieu de considérer cette notion d'indépendance sous l'angle du rapport mondial des classes dans l'ère décadente de l'impérialisme.

Le prolétariat ne rejette évidemment pas le droit à l'indépendance des peuples coloniaux ou de toute nationalité opprimée. Il revendique, au contraire, le droit d'auto-détermination des Peuples, mais il proclame en même temps que la réalisation de ce droit ne peut devenir effective *qu'après* la destruction du capitalisme et sous l'égide de la dictature du prolétariat. Nous partons de cette affirmation que la crise générale du capitalisme, que l'époque des guerres impérialistes et des révolutions prolétariennes, excluent désormais toute possibilité de guerres progressives ou semi-capitalistes.

Les thèses du 2e Congrès de l'Internationale Communiste affirmaient déjà que « la question nationale ne doit pas être résolue d'après des principes abstraits et formels, mais d'après une notion claire des circonstances historiques et économiques et d'après la dissociation précise des intérêts nationaux en général — *représentant ceux de la classe domi-*

(1) « Spartacus », 16-11-35.

nante — et des intérêts des classes laborieuses exploitées ». Autrement dit, la solution du problème national doit être basée sur un critère de classe.

Nous considérons au surplus que les directives tracées par le 2e congrès d'un appui éventuel du prolétariat aux mouvements démocratiques bourgeois des colonies ont été infirmées par les événements, ce que d'ailleurs, laissaient déjà pressentir les thèses elles-mêmes par la nette démarcation qu'elles faisaient entre mouvements démocratiques bourgeois et mouvements nationalistes révolutionnaires.

Mais voyons d'un peu plus près ce que valent nos affirmations au contact des réalités.

Une constatation fondamentale s'impose avant tout : c'est que, dans sa phase impérialiste, le capitalisme est devenu le système économique dominant, qui est parvenu à régler le fonctionnement de la société toute entière, à subordonner aux lois de son évolution et aux nécessités historiques qui s'y rattachent, le sort des petites nationns capitalistes et des économies pré-capitalistes, qui *toutes* subissent l'emprise de la dominaion impérialiste Aujourd'hui, dans l'ère de régression du capitalisme, cela signifie, pour les colonies, ou semi-colonies l'arrêt de tout développement économique.

Débordé par les énormes forces productives qu'il a engendrées, pris à la gorge par le contraste entre la croissance incessante de ces forces et la décroissanse constante de la capacité générale d'achat de la société, le capitalisme ne peut achever sa mission progressive.

Non seulement il ne peut poursuivre l'extension au monde entier, de son mode de production, mais il est obligé de réduire son appareil productif, d'en limiter et d'en adapter les capacités à la phase de dégénérescence dans laquelle il est définitivement entré.

Nationalisme économique, protectionnisme exacerbé, guerres des monnaies, déflation (des salaires), dévaluations monétaires, croissance énorme des armements, édification des économies de guerre ne sont que les jalons de ce processus d'adaptation, qui sur le plan politique s'exprime par la destruction du prolétariat en tant que classe, que ce soit par la violence du fascisme, ou par des méthodes « démocratiques ». En somme, dans sa phase de «paix», le capitalisme rassemble les conditions d'une inévitable destruction massive dans la guerre des forces humaines et de forces matérielles qu'il ne peut plus utiliser.

C'est dire qu'il ne peut tolérer d'aucune façon, la constitution dans les colonies, de nouveaux Etats capitalistes industrialisés, devenant les concurrents des métropoles, comme ce fut le cas, dans la période ascendante du capitalisme, pour le Canada, l'Australie, les Etats-Unis.

Aux colonies, la politique impérialiste s'oppose nécessairement à toute industrialisation développée, à toute émancipation économique et *par conséquent à toute révolution nationale bourgeoise*, qui se tracerait de tels objectifs. Même dans l'hypothèse qu'une telle révolution pût surgir, celle-ci serait dans l'impossibilité de réaliser son programme de développement du mode capitaliste de production puisqu'elle ne pourrait s'appuyer sur le marché mondial saturé de marchandises et fermé à toute intrusion de forces économiques nouvelles. En réalité, l'expérience historique a démontré que les mouvements nationaux des colonies d'après-guerre se sont tous résorbés au profit de l'impérialisme. Les classes dominantes des colonies, devant la perspective d'un ébranlement général des masses opprimées, qui eût pu menacer leur régime d'exploitation, craignant la Révolution plus qu'elles n'aspiraient à une libération nationale, trahirent leur propre mouvement sous le drapeau duquel s'était placés les exploités, pour se borner à vivre dans le giron de l'impérialisme, qui assurait leurs privilèges. Les exemples des Indes anglaises et de la Chine sont suffisamment édifiants à cet égard.

La bourgeoisie hindoue, sous la direction de Gandhi, préféra abandonner la Révolution nationale et conclure un compromis avec l'impérialisme anglais plutôt que de permettre le développement des actions de classe du prolétariat.

En Chine, dans sa lutte contre le Nord, le Kuomingtang utilisa l'insurrection prolétarienne de Shangai en mars 1927, pour, un mois plus tard, l'étouffer dans le sang, avec l'opportunisme complice du Parti communiste chinois et de l'Internationale communiste. Avec l'écrasement du prolétariat chinois disparaissait momentanément la seule force historique qui eût été capable de présider au développement économique et à l'industrialisation de la Chine, tandis que la bourgeoisie, livrée à ses propres moyens, devait confier son destin à l'impérialisme. Les événements ultérieurs en 1931/1932 confirmèrent sa totale incapacité de s'opposer aux attaques du Japon, et, aujourd'hui, nous assistons à la comédie du mouvement « autonomiste » des provinces chinoises du Nord que joue bourgeoisie chinoise et impérialisme japonais sur les os des prolétaires de 1927.

Nous posons donc en fait, que toute évolution *progressive* des colonies est fonction, non pas de guerres soi-disant d'émancipation des bourgeoisies « opprimées » contre l'impérialisme oppresseur ou agresseur, mais de *guerres civiles* triomphantes des prolétariats et des masses paysannes contre leurs exploiteurs *directs*, menées avec l'appui du prolétariat avancé des métropoles.

Les considérations qui précèdent nous permettent de définir aisément la position que le prolétariat doit adopter en face du conflit italo-éthiopien.

D'un point de vue de classe et prolétarien, la défense de l'Abyssinie ne peut signifier autre chose que la lutte des exploités abyssins contre la domination du Négus et l'oppression impérialiste, lutte qui ne peut se développer qu'avec l'appui du prolétariat mondial et du prolétariat italien en particulier. Et ce n'est pas parce que les conditions d'une telle lutte sont inexistantes aujourd'hui, qu'il appartient aux marxistes d'en créer d'artificielles ou qu'il convient d'altérer la réalité historique comme le font les camarades de « Spartacus ».

Ainsi affirmer l'indépendance de l'Abyssinie c'est fermer volontairement les yeux devant des faits qui prouvent que cette indépendance n'est qu'un mot. En réalité, le sort de l'Abyssinie est réglé par un compromis impérialiste dont les bases furent jetées déjà en 1906, entre l'Angleterre, la France et l'Italie. Toutes les tentatives de revision de ce compromis qui suivirent ne témoignèrent nullement du respect de l'intégrité territoriale ou de la liberté du peuple abyssin; mais c'est le contraire qui se vérifia, et l'Abyssinie fut l'objet de marchandages (qu'on se souvienne de la conférence tripartite de Paris et des propositions du Comité des Cinq de

Genève) qui ne pouvaient cependant aboutir parce qu'il ne pouvait exister une formule qui pût concilier les antagonismes impérialistes.

Mais que défend le Négus, si ce n'est l'indépendance abyssine ? A cela nous répondrons, que la caste féodale et esclavagiste, en s'opposant à l'invasion italienne n'a nullement en vue de promouvoir une guerre progressive ou de défense nationa le, mais qu'elle entend uniquement défendre le compromis qui règle son statut international, parce que ce compromis assure à ses privilèges une sécurité plus grande que celui que pourrait lui donner une occupation italienne, tandis que, d'autre part, une telle attitude coïncide, comme par hasard, avec le respect des intérêts de l'impérialisme anglais.

Lorsque les camarades de « Spartacus » nous reprochent de ne pas « soutenir » un peuple qui lutte pour ne pas être « colonisé » il nous semble qu'ils se gargarisent de mots et que l'appellation de « phraseurs » ils peuvent se l'adresser; car à quoi correspond la situation en Abyssinie, si ce n'est à une « colonisation » s'exerçant dans des limites qui répondent aux *intérêts d'ensemble* de l'impérialisme mondial.

Lorsque la Ligue trotskyste avance cette vérité que « le prolétariat dans les pays arriérés, a pour devoir d'empêcher que les impérialismes n'y entravent le développement des forces productives elle n'a encore fait qu'énoncer un vœu platonique, mais elle n'a nullement émis des directives programmatiques fournissant la solution du problème colonial.

Elle jette seulement la confusion lorsque, identifiant classe dominante et peuple abyssin, elle laisse entendre que la sauvegarde de l'indépendance de l'Abyssinie (en supposant même qu'elle ne soit pas illusion) peut donner la clef de son expansion économique et que, par conséquent, un développement capitaliste, c'est-à-dire une *extension* de la production capitaliste est encore possible, alors qu'une telle hypothèse est démentie par le cours même de l'impérialisme dépérissant, comme nous pensons l'avoir démontré.

Que les camarades de « Spartacus », pour étayer leurs abstractions, soient obligés de citer l'exemple du Japon, qui, parce qu'il n'a pas perdu son indépendance, possède maintenant « une base économique qui est beaucoup plus mûre pour une société socialiste que celle des Indes et de toutes les colonies », cela démontre seulement que les raisonnements « dialectiques » dont les camarades usent abondamment ne les empêchent pas de se brouiller avec la dialectique de l'histoire, en leur faisant assimiler la phase progressive et de croissance du capitalisme à sa phase de dégénérescence.

Nous pensons que « Spartacus » se trompe encore lorsqu'il considère que l'expédition africaine de l'Italie est une manifestation *expansionniste* qui permettra au capitalisme italien de mieux résister à la crise économique. Si l'Italie aujourd'hui est la première à devoir recourir à la guerre, c'est parce qu'elle est arrivée la première au terme d'un cours de situations qui débuta par la destruction du prolétariat et l'instauration du fascisme pour aboutir à l'édification d'une économie de guerre dont l'énorme potentiel devait nécessairement se déverser dans la guerre.

L'Abyssinie ne peut aucunement constituer pour le capitalisme italien un débouché immédiat capable d'amortir ses contrastes économiques qui ne lui sont pas particuliers, mais reliés à la crise générale du capitalisme mondial.

La guerre italo-éthiopienne n'est que le symptôme d'une maturation à peu près achevée de l'évolution de la société capitaliste se précipitant vers une nouvelle guerre mondiale inter-impérialiste en vue d'un nouveau partage.

Le boycott unilatéral de l'Italie fasciste (même indépendamment des forces bourgeoises) préconisé par la Ligue trotskyste n'est pas la solution prolétarienne qui puisse libérer les exploités abyssins ou empêcher le déclenchement de la guerre impérialiste.

D'autre part, soutenir l'Abyssinie du Négus revient à appuyer en celui-ci son défenseur: l'impérialisme anglais, ce dont la Ligue trotskyste convient implicitement puisqu'elle reconnaît que l'Angleterre appuie la résistance du « peuple » abyssin.

Les camarades de « Spartacus » spéculent beaucoup sur la possibilité d'une effervescence parmi les peuples coloniaux qui pourrait provoquer une résistance prolongée des Abyssins, pour en arriver à dire que « tout comme la révolution prolétarienne dans les principaux pays capitalistes déclencherait *automatiquement* (nous soulignons N.D.L.R.) la lutte libératrice des peuples coloniaux », l'inverse pourrait tout aussi bien se produire et « qu'une lutte triomphante des principaux peuples coloniaux provoquerait la révolution prolétarienne ». Voilà une conception bien arbitraire du développement mondial de la lutte des classes, car il est évident, pour un marxiste, qu'une lutte des peuples coloniaux *triomphante*, c'est-à-dire victorieuse et des classes dominantes indigène et de l'impérialisme oppresseur, ne peut être que l'émanation et la répercussion d'un bouleversement du rapport *mondial* des classes, rapport dont le centre de gravité se situe dans les métropoles.

La révolution, ou même la victoire d'un prolétariat métropolitain ne dépendent nullement d'insurrections victorieuses aux colonies, tandis que celles-ci, au contraire, ne peuvent être que le produit de situations historiques ébranlant essentiellement les prolétariats avancés et permettant éventuellement à ceux-ci d'appuyer et de faire triompher les insurrections coloniales.

Il nous reste à répondre à la riposte de « Spartacus » du 2 novembre; faut de place nous ne pourrons le faire que dans notre prochain numéro.

R. S.

SERVICE DE LIBRAIRIE

Adresse Inaugurale (K. Marx)	fr. 2.00
Manifeste Communiste (K. Marx)	3.00
Travail salarié (K. Marx)	2.00
Salaires, Prix, Profits (K. Marx)	4.00
Socialisme utopique et socialisme scientifique (F. Engels) ...	6.00
Critique des programmes d'Erfurt et de Gotha (K. Marx et Engels)	6.00
Le Droit à la Paresse (P. Lafargue)	1.70
Spartacus (La Commune de Berlin, Programme du Spartacusbund, Discours sur le programme (R. Luxembourg)	3.50
Marxisme, Réformisme et Léninisme (R. Luxembourg)	6.00
La Crise de la démocratie socialiste (Junius-R. Luxembourg)	16.00
La guerre civile en Autriche (W. Bertram)	2.00
Les problèmes de l'illégalité (V. Serge)	1.00
Les quatre premiers Congrès de l'I. C. (Recueil de thèses et matériaux)	50.00

Encore la Ligue Socialiste Anti-Guerre

L'article que nous avons consacré, dans le précédent numéro du « Bulletin », à l'étude des résolutions votées au Congrès de la Ligue Socialiste Anti-Guerre, a suscité une réplique de la part d'un des dirigeants de la Ligue. Dans le « Liga-Sinjaal » (1) du 10 novembre, F. Liebaers s'est mis en frais pour nous répondre. Cette réponse, comme toutes celles qui émanent d'organisations dont le but n'est pas tant de *convaincre* l'opinion ouvrière, mais de l'*entraîner* — (suggestionner serait mieux dit) — se devait naturellement d'être décisive et cassante. C'est pour cela, certainement, que son auteur nous a rassasié quelques lieux communs — agrémentés, comme toujours, de pas mal d'inexactitudes — que nous sommes las d'entendre. Nous ne sommes que des « sectaires », écrit F. L. Notre critique veut se donner pour savante alors qu'elle n'est que mesquine. Nous jugeons avec parti-pris, sommes incapables de lire et de comprendre un texte tel qu'il doit être lu et compris. Nous déformons l'opinion de notre adversaire pour en triompher d'autant plus facilement. Et enfin — et ce reproche nous touche d'autant plus vivement qu'il nous vient d'un homme dont on ne peut précisément pas dire qu'il est un miroir de modestie — nous serions affligés d'une « ignorance sans bornes ».

Si, pour être reconnu innocent, l'accusé devait fournir la preuve qu'il ne s'est nullement rendu coupable des crimes dont son accusateur le charge, il y aurait très peu de gens qui échapperaient aux galères ou à la prison. Heureusement que la justice admet généralement que c'est à l'accusateur qu'incombe la démonstration de la culpabilité de l'accusé au délit qui lui est reproché. Nous nous en tiendrons à cette règle ; nous n'éprouvons nullement le besoin de nous disculper de l'accusation de sectarisme, pas plus que nous ne tenons à prouver à Liebaers que nous ne sommes pas des ignorants. Nous demanderons simplement à ceux qui sont capables de juger de le faire.

Liebaers prétend que, dès sa fondation, la Ligue (socialiste anti-guerre) s'est nommée socialiste et que, par conséquent, la Ligue n'avait pas à cacher ses « sympathies » socialistes comme nous l' « insinuons ». Nous n'avons jamais « insinué » que la Ligue ait caché ses « sympathies » pour le P.O.B. Nous avons d'ailleurs écrit le *contraire,* et cela sous une forme qui ne permet pas deux interprétations. Ce que nous avons dit, et que nous *maintenons,* c'est que les dirigeants actuels de la Ligue avaient placé cette organisation sinon formellement, du mois en fait, sous la tutelle du P.O.B. Et le P.O.B. avait accepté cette tutelle. La preuve en est faite maintenant. Le Conseil Général vient de retirer l'hospitalité qu'il accordait dans ses Maisons du Peuple à la Ligue. S'il l'a fait, c'est qu'il a estimé — à tort ou à raison, sur cette question nous ne pouvons pas être juges — que les conditions — formelles ou tacites, nous ignorons — du pacte conclu entre la Ligue et le P.O.B. ont été violées. Mais, en tous cas, on ne comprendrait pas que le P. O.B. change maintenant complètement d'attitude vis-à-vis de la Ligue si, *précédemment,* il n'y avait pas eu entente entre lui et la Ligue. Or, sur les termes, la portée de cette entente, la Ligue a constamment pratiqué une comptabilité double. La Ligue était-elle attaquées de droite, ses dirigeants répondaient en marquant l'accord de la Ligue avec le P.O.B. Avait-elle à faire face à des critiques de gauche qui lui reprochaient son alliance avec le P.O.B. et, partant, son appui à l'opportunisme social-démocrate, ces mêmes dirigeants répondaient en faisant valoir l'indépendance de la Ligue. Le programme général voté au dernier Congrès de la Ligue et sur lequel nous aurons peut-être un jour le loisir de revenir plus en détail, est une preuve vivante de cette duplicité. Quant à l'affirmation de Liebaers selon laquelle la Ligue, « dès sa création », se serait appelée « socialiste », c'est là une contre-vérité manifeste. Il fut un temps où la Ligue ne se disait pas « socialiste ».

Liebaers nous reproche d'avoir, avec la mentalité qu'entache tous ceux qui ont passé par l'école du bolchevisme, faussé l'esprit et travesti la lettre des résolutions sur la lutte contre la guerre votée au dernier Congrès de la Ligue. Nous renvoyons les lecteurs à ces résolutions ; elles ont été publiées dans le « Liga-Sinjaal » (2) du 25 septembre. Qu'on compare avec ce que nous avons écrit à leur propos dans notre dernier « Bulletin ».

Liebaers en arrive ensuite aux raisons qui ont amené la Ligue à rejeter la motion des trotskystes sur le « défaitisme révolutionaire ». Si nous devons le croire, l'opposition de la Ligue ne résulte pas du fait qu'elle le rejette délibérément. *Au contraire,* la Ligue admettrait le « défaitisme révolutionnaire », mais l'admettre *maintenant,* c'est reconnaître que la guerre est inévitable. Or, c'est ce que la Ligue ne veut pas admettre. C'est le moment pour Liebaers de nous reprocher d'être des « résignés », d'attendre avec résignation la guerre et le fascisme comme des choses inévitables. Nous avions écrit que nous estimions qu'il y avait neuf chances sur dix que la révolution suive la guerre au lieu de la précéder. A quoi Liebaers répond : « Bien, mais en admettant qu'il n'y ait qu'une seule » chance de réussir, que nous resterait-il d'autre à faire que de » mettre tout en œuvre pour utiliser ce te chance ». Dès lors, on pourrait croire que tout le débat tourne autour de la meilleure utilisation de cette malheureuse chance. Qu'on se détrompe. Le différend n'est pas là. Car, en admettant que le problème se pose vraiment comme Liebaers le pose : mettre tout en œuvre pour faire éclater la révolution avant la guerre, quelles sont les conséquences pratiques que la Ligue devraient en retirer ? Ne pense-t-il pas qu'on devrait alors poser à la Ligue cette question : comment entendez-vous préparer la révolution ? A cette question, nous n'avons jamais perçu de la Ligue la moindre réponse qui vaille. En fait de programme, la Ligue en est toujours à proposer le programme de Quaregnon, qui est encore le programme actuel du P.O.B. Et en fait d'organisation ? La Ligue n'a toujours pas répudié le P.O.B. Liebaers se vante souvent de ce qu'en 1918, déjà, il a perçu la nécessité de défendre la révolution russe — celle d'Octobre, bien entendu — et l'ait proclamé ouvertement (3). Mais que penser de ce révolutionnaire si perspicace... en 1918 du moins ...et qui se traîne toujours à la remorque du P.O.B. en 1935. Entendons-nous bien ; il ne s'agit pas de chercher noise à Liebaers parce qu'il ne se serait pas prononcer « pour la IVme ou la Nième Internationale ». Ce qui nous intéresse, ce n'est pas de savoir si Liebaers fait partie de tel ou tel groupe qui proclame « la nécessité de créer une « nouvelle » Internationale, la « vraie ». Ce que nous devons savoir, c'est si Liebaers estime qu'avec les institutions actuelles, le prolétariat peut faire la révolution, oui ou non. Ici, aussi, il pourra peut-être nous répondre que nous ne pouvons ignorer qu'il a, à maintes reprises, condamné l'action de la IIe et de la IIIe Internationale. Cette réponse ne nous satisfait pas, car il adhère à la IIe Internationale. Il y a plus : il déclare qu'il n'entre pas dans son esprit d'opposer une formation politique au P.O.B. Il nie vigoureusement que la Ligue soit un parti. Il faudra bien admettre que tout cela n'est pas bien clair et... rassurant et on tolèrera quand même que nous nous montrions assez exigeant lorsqu'un groupe revendique pour lui seul — comme le fait constamment la Ligue, à ce propos Liebaers n'a plus rien à reprocher aux staliniens qu'il critique à tous propos et avec raison d'ailleurs — le monopole de la perspicacité.

Pour toutes les raisons que nous venons d'énoncer, nous pensons que nous avons raison d'enseigner la méfiance à l'égard des diri-

geants de la Ligue. Il se fait que notre critique s'exprime juste au moment où la Ligue se voit interdire l'accès des Maisons du Peuple et l'usage des journaux socialistes. Le rapprochement entre notre critique et ces mesures peut être fait et il ne manquera pas de l'être par tous ceux qui ont une prédilection pour le confusionnisme. Il nous est impossible de préjuger de l'aboutissement du conflit qui oppose la Ligue au P.O.B. en ce moment. Dans les rares partis socialistes qui ont l'avantage d'être les fondés de pouvoir de la bourgeoisie, il n'est pas permis de tolérer de fortes oppositions en leur sein. C'est le cas du P.O.B. Nous croyons que plus nous nous rapprochons de la guerre, plus la marge d'opposition dans ces partis diminue, à moins qu'ils ne soient coincés pour du bon au pouvoir ; mais ce n'est pas encore le cas pour la Belgique. Il n'est donc pas tout à fait impossible que des oppositions se voient, malgré elles, expulsées du P.O.B. et obligées de prendre figure de groupement indépendant. Mais ce ne serait pas la première fois que de tels groupements ne quittent la social-démocratie et donc la collaboration avec le capital... que pour y revenir par un détour plus ou moins sinueux et prolongé. Le cas le plus retentissant a été celui du parti socialiste indépendant allemand pendant la guerre. Une raison de plus pour ne pas laisser échapper l'enseignement que le fait comporte.

Liebaers essaye aussi de faire de l'esprit à propos du « mot d'ordre » de « grève générale internationale ! » que nous aurions «lancé» dans un de nos récents manifestes. Il feint de croire que nous l'aurions lancé comme mot d'ordre ferme. Il est un fait que nous ne nous faisons pas d'illusion sur la possibilité de réalisation immédiate de ce mot d'ordre, pas plus que Liebaers. Nous voulions marquer par là le *sens* de l'action prolétarienne à promouvoir en opposition avec les mots d'ordre lancés par la social-démocratie. Liebaers a cru que nous voulions réaliser ce mot d'ordre par nos propres forces sans doute... autrement son observation n'a pas de sens.

(1) L'hebdomadaire flamand de la Ligue Socialiste Anti-Guerre.
(2) Liga-Sinjaal, rue Breydel, 12, Anvers.
(3) Nous n'avons pas pu vérifier la chose mais, jusqu'à preuve du contraire, nous voulons admettre que Liebaers dise vrai.

La Russie traque les ouvriers révolutionnaires

Le cas de Calligaris et Pétrini

Calligaris est un ouvrier communiste italien de gauche qui, dès la première heure, fut sur la brèche dans la lutte terrible contre le fascisme. En Italie, il lutta contre les premiers ravages du centrisme sans jamais hésiter à exposer sa vie pour son idéal. Arrêté, il fit cinq années de déportation, puis s'évada et vint à l'étranger. Calligaris était tuberculeux : résultat des misères et privations endurées au cours de sa vie militante. Les bonzes centristes italiens lui proposèrent de se rendre en Russie afin de constater de visu la situation. Ces maquignons de la politique croyaient qu'une fois à Moscou, l'on en serait venu à bout et qu'il se serait «repenti» plutôt que de vivre dans les pires des privations. Mais, fidèle aux idées du communisme internationaliste, Calligaris ne voulut rien entendre. Vexations, misères, brimades, tentatives de corruption échouèrent. Calligaris demanda à quitter le « pays du socialisme » pour reprendre sa place parmi ses compagnons de lutte. C'est alors que survint l'attentat contre Kirov. En conséquence, Calligaris fut également frappé et condamné à quatre années de Sibérie, sans qu'aucune explication ne fut donnée : une simple mesure administrative. Par la suite, la presse centriste italienne publia un étrange document : Calligaris s'était repenti mais, néanmoins, la « punition » était maintenue, ce dernier étant « obligé de travailler » en Sibérie. En réalité, après des mois d'isolement en Sibérie, malade, Calligaris avait poussé des cris de souffrance et, dans un moment d'égarement, avait envoyé quelques phrases de repentir. Mais les bourreaux centristes comprirent qu'en permettant à l'homme de quitter sa geôle et de se soigner, le militant reprendrait son emprise ; c'est pourquoi la « punition » fut imposée.

Voilà donc la terre d'asile, où les révolutionnaires devaient trouver soutien et réconfort. On y persécute les réfugiés politiques qui — comme les centristes le diront pour l'anarchiste Petrini — « abusent de l'hospitalité de la Russie ». C'est là le raisonnement de M. Soudan, quand il expulse un ouvrier révolutionnaire coupable de lutter avec ses frères d'exploitation.

Mais, depuis son entrée dans la S.D.N., la Russie n'est-elle pas un pilier de la « civilisation » capitaliste où chaque succès de l'industrialisation est contre-marqué par un succès diplomatique extérieur et une défaite prolétarienne ? N'est-ce pas ce « pays du socialisme » qui a rétabli le grade de maréchal dans l'Armée Rouge ? Mais bien sûr ! Avec cette Russie nous n'avons rien de commun et nous la combattons comme les Etats capitalistes. Mais le cas de Pétrini est bien plus significatif encore. Voilà un militant anarchiste, traqué par le fascisme, qui vient chercher asile en U.R.S.S. Et les persécutions du centrisme, le système des isolateurs, de la déportation, lui font préférer le retour dans le bagne fasciste de l'Italie, où au moins il pourra parler avec ses frères de prison. Que vaut un pareil régime où un ouvrier anarchiste trouve préférable les tortures du fascisme ? Mille fois rien.

En fait, les publications anarchistes qualifient la remise de Pétrini à l'Italie par les autorités soviétiques, d'extradition. C'est vrai ! Moralement, elles ont poussé Pétrini vers cette seule issue : changer de prison : de la Russie à l'Italie. Il est possible que Mussolini spécule sur ce cas et au cours de la révision du procès de Pétrini (condamné par contumace à 22 ans en 1924) qui doit avoir lieu à Aquila, ne frappe pas lourdement ce dernier. Ainsi, il pourra dire aux ouvriers italiens, comme il le fit pour Calligaris dans le « Popolo d'Italia » : voyez ces communistes et anarchistes qui préfèrent revenir dans le paradis fasciste plutôt que de rester dans le paradis soviétique. Et Messieurs les centristes jubileront en disant : Pétrini était un mouchard fasciste et Mussolini ne le condamne pas lourdement. Cependant, si cela est vrai, pourquoi ne pas l'avoir démasqué en Russie ? Devant la coalition des fascistes et des centristes, la raison d'un militant pourrait sombrer. Nous espérons que Pétrini, que les communistes ne condamnent pas à leur répression qui s'intitule « prolétarienne » parce que anarchiste, restera ferme devant la meute déchaînée.

Calligaris et *Pétrini* : deux militants dont le sort symbolise la position actuelle de la Russie devenue un instrument de la contre-révolution mondiale. Poser leur cas, exiger que Calligaris puisse quitter la Russie, signifie expliquer aux ouvriers la signification des modifications qui se sont produites dans ce pays. Nous demandons à tous les militants de poser devant les assemblées syndicales le cas du camarade Calligaris et de tous les autres réfugiés politiques en Russie autour desquels centristes et socialistes font la conspiration du silence. Il y va de la vie de militants révolutionnaires. Même si rien ne pouvait être obtenu avant de grands changements sur le front international où s'affrontent les classes, qu'au moins le sacrifice de leur vie permette au ouvriers de comprendre le rôle monstrueux de l'Union Soviétique, ce nouveau rempart de la réaction.

CAHIERS D'ETUDE

N° 1 : Les classes dans la Russie des Soviets (A. Hennaut). 2.00

Adressez vos commandes, accompagnées d'un versement, à A. Hennaut, chaussée de Waterloo, 468, Compte chèques postaux : 33,95.80.

Les Arts Graphiques, s.c.o., 201, ch. de Haecht, Bruxelles-3
Gérant : J. Van Trier.